



Forum de développement régional 2020 pour l'Afrique (RDF-AFR)
Transformation numérique pour accélérer la réalisation des ODD
- Développement numérique, partenariats et financement

5 au 7 Octobre 2020
(Rév.1)

SESSIONS PREPARATOIRES – 5 Octobre 2020

Le 5 octobre 2020, la Zambie a accueilli virtuellement les sessions préparatoires du Forum de développement régional 2020 pour l'Afrique. Les sessions virtuelles ont eu lieu avec 135 participants. Comme le RDF devrait présenter les efforts de développement numérique en Afrique et inspirerait les prochaines étapes de mise en œuvre des activités, des projets et des initiatives régionales, les États membres ont été invités à soumettre des contributions écrites sur leurs projets, activités et idées pour l'avenir.

En relation avec thème du RDF «Transformation numérique pour accélérer la réalisation des ODD - Développement numérique, partenariats et financement», plus de trente contributions et propositions écrites ont été reçues et mises à disposition sur le site Web de l'UIT.

Avant les séances en groupes, le directeur général de la ZICTA, L'Ingénieur Patrick Mutimushi a souhaité la bienvenue aux participants en appelant les États membres à partager leurs expériences et les meilleures pratiques qui peuvent aider à conduire l'agenda régional et continental des TIC bien au-delà des objectifs nationaux et régionaux prévus. M. Andrew Rugege, Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'UIT a souligné la nécessité pour la réunion de se concentrer sur les projets de développement numérique conformément aux objectifs de développement durable de l'agenda 2030.

Les États membres ont présenté les principaux enseignements tirés de leurs contributions dans le cadre de cinq domaines thématiques correspondant aux initiatives régionales de l'UIT pour l'Afrique 2018-2021, à savoir:

- a. **AFR1:** Construire des économies numériques et favoriser l'innovation en Afrique
- b. **AFR2:** Promotion de la technologie large bande émergente
- c. **AFR3:** Renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications / technologies de l'information et de la communication
- d. **AFR4:** Renforcement des capacités humaines et institutionnelles
- e. **AFR5:** Gestion et contrôle du spectre radioélectrique et transition vers la radiodiffusion numérique

Pour avoir un aperçu de l'état actuel des choses, les contributeurs ont abordé deux questions principales, à savoir :

1. Quelles bonnes pratiques peuvent être amplifiées à partir des contributions et comment?
2. Quelles sont les lacunes identifiées sur la base de nos catalyseurs systémiques pour la transformation numérique?

Guidé par les domaines thématiques, le **Zimbabwe** a dirigé les contributions sur l'AFR2 (Promotion de la technologie large bande émergente les technologies émergentes), le **Ghana** sur l'AFR5 (Gestion et contrôle du spectre radioélectrique et transition vers la radiodiffusion numérique) la **Côte d'Ivoire** sur l'AFR3 (Renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications / technologies de l'information et de la communication), le **Kenya** sur l'AFR4 (Renforcement des capacités humaines et institutionnelles) et la **Zambie** a dirigé les contributions sur l'AFR1 (Construire des économies numériques et favoriser l'innovation en Afrique).

La session a également identifié des lacunes en ce qui concerne les catalyseurs systémiques de la transformation numérique, y compris les technologies changeantes et émergentes. Les contributions ont identifié une variété de lacunes qui abordent des problèmes clés sur le continent. Il est devenu clair que certaines des lacunes peuvent déjà être résorbées par des outils, des méthodes et des cadres à combler, tandis que d'autres nécessitent de poursuivre leur analyse.

Un certain nombre de bonnes pratiques ont émergé qui méritent une exploration plus approfondie ainsi que l'identification de certaines lacunes importantes. De plus, de nombreux partenariats ont été partagés qui peuvent en eux-mêmes servir comme bons exemples pour des projets et initiatives de développement numérique. Ceux-ci allaient de partenariats thématiques (tels que la cybersécurité et la protection en ligne des enfants), de partenariats au sein d'un groupe spécifique ou entre des groupes de parties prenantes (gouvernement, secteur privé et universités) aux partenariats qui avaient émergé en réponse à la pandémie COVID-19.

La nature des défis à relever variait également d'une portée nationale à régionale. Pour n'en nommer que quelques-uns:

Engagement des parties prenantes et partenariats:

- Il est nécessaire d'exploiter les synergies avec les principaux ministères du gouvernement pour respecter les obligations d'accès universel.
- Il y a un manque de coordination avec les principaux partenaires au développement, en particulier pour l'accessibilité routière et pour l'électricité.

Compétences et capacités:

- Il est nécessaire de combler les lacunes des compétences parmi les populations des pays en développement.
- La majorité de la population africaine est désavantagée et incapable de participer pleinement à l'évolution de l'économie numérique.

Politique et réglementation:

- Il est nécessaire de promulguer d'autres lois pertinentes telles que la protection des données, les transactions électroniques afin que tous les aspects de l'espace juridique numérique aient des lignes directrices claires.

Au cours des discussions, il est apparu que tous les catalyseurs de la transformation numérique, tels que la vision et la stratégie, les capitaux, le marché, l'infrastructure, les

politiques, la culture et les talents existent, mais qu'ils doivent être exploités, coordonnés et mis à l'échelle pour accélérer la réalisation des objectifs nationaux et les efforts de développement régional vers les ODD.

Afin d'explorer plus en avant ce qui pourrait être considéré comme de bonnes pratiques dignes d'être mises à l'échelle et à quoi pourrait ressembler un bon mélange de projets et d'initiatives, les participants ont examiné les questions suivantes:

1. Quelles synergies pouvons-nous créer au niveau régional pour accélérer les initiatives existantes et comment?
2. Que pouvons-nous faire pour combler les lacunes identifiées avec de nouveaux projets (et comment repenser les projets existants), les partenariats et les financements?

Comme les bases ont été jetées pour de telles discussions menant au Forum à travers la journée des sessions de co-création préparatoires, le RDF actuel pourrait déterminer une feuille de route pour continuer à explorer ensemble comment combler les lacunes identifiées, et au-delà. Cette proposition a été présentée au RDF pour examen et élaboration ultérieure.

RDF-AFR JOUR 1 – 6 Octobre 2020

Mots de bienvenue

Le maître de cérémonie, M. Grevazio Zulu, a souhaité la bienvenue aux délégués et a partagé les règles de gestion de la réunion et les détails de connexion. M. Zulu a ensuite invité M. Andrew Rugege, Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'UIT à livrer son propos de circonstance à l'ouverture de la réunion.

Brève allocution de M. Andrew Rugege, Directeur, Bureau régional pour l'Afrique, UIT

Dans son allocution d'ouverture, M. Andrew Rugege a remercié l'honorable ministre Mutotwe L. Kafwaya, ministre des transports et des communications du pays hôte, la Zambie et le peuple zambien par l'intermédiaire du secrétaire permanent du ministère des transports et des communications, l'Ingénieur Misheck Lungu. Il a également remercié tous les dignitaires du pays hôte, des États membres, de l'UIT et les autres organisations coopérantes et partenaires.

Le maître de cérémonie a remercié M. Andrew Rugege pour ses remarques liminaires et a invité M. John Omo, Secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications à faire ses remarques. Il a rappelé aux délégués que le Forum de développement régional 2020 pour l'Afrique était axé sur la transformation numérique pour accélérer la réalisation des ODD grâce au développement numérique, aux partenariats et au financement.

Allocution de M. John Omo, Secrétaire général, Union Africaine des Télécommunications

M. John Omo, dans son discours d'ouverture, a exprimé sa satisfaction sur le pouvoir et le rôle des TIC dans le rapprochement de toutes les parties prenantes et l'approche adoptée par le RDF 2020 pour relever les défis rencontrés par les États membres lors de la mise en œuvre des projets au titre des cinq (05) Initiatives Régionales issues de la Conférence Mondiale de Développement des Télécommunications de 2017 (CMDT-17). Il a souligné que forger davantage de partenariats et tirer parti des partenariats existants étaient primordiaux pour les préparatifs de la Conférence Mondiale de Développement des Télécommunications de 2021 (CMDT-21), compte tenu également des réformes de l'UIT / BDT. Il a également souligné certaines réussites dans des pays comme le Niger et le Rwanda.

M. Omo a félicité le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique d'avoir organisé le RDF 2020 en tenant compte des réformes de l'UIT / BDT lors de la préparation de la CMDT-21 qui devait avoir lieu l'année prochaine en Éthiopie, et que les résultats du RDF serviraient non seulement aux États membres mais aussi à d'autres parties prenantes. M. Omo a appelé à une plus grande implication des États membres africains et des parties prenantes dans la préparation de la CMDT-21 à l'avenir, et a invité les délégués à participer à la réunion préparatoire régionale virtuelle organisée par l'Union africaine des télécommunications et qui sera accueillie par le Soudan le 13 octobre 2020. Il a déclaré que la connectivité était au sommet des agendas mondiaux, et que la structure du RDF ne se limite pas à de discussions mais aussi au regard sur les travaux réalisés. M. Omo a ajouté qu'il était nécessaire de construire de nouveaux modèles lors de la prochaine réunion à Addis-Abeba.

Allocution de Mme Doreen Bogdan-Martin, Directrice du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT

Dans ses remarques liminaires, Mme Bogdan-Martin a souligné le rôle du RDF dans l'avancement de la connectivité à ceux qui ne sont pas encore connectés et l'exploitation du potentiel énorme disponible en Afrique. Elle a mentionné que l'étude « Connecter l'Humanité » de l'UIT estimait qu'un montant initial de 428 milliards de dollars américains (USD) était nécessaire pour connecter les 3,6 milliards de personnes non connectées d'ici 2030. Mme Bogdan-Martin a souligné comment la transformation numérique pourrait soutenir et accélérer la réalisation de chacun des 17 objectifs de développement durable.

Elle a en outre exprimé sa satisfaction concernant la forte concentration du RDF-AFR sur le développement numérique, les partenariats et le financement, ajoutant que le RDF-AFR fournirait une plate-forme pour se réunir, partager et échanger, et co-crée ensemble l'avenir. Elle a noté que les efforts de l'UIT en Afrique visaient à aider à tirer parti du pouvoir de la collaboration, à aider tous les pays de la région à accéder au soutien et aux investissements nécessaires pour conduire la transformation numérique et accélérer les progrès vers les ODD d'ici 2030.

Mme Bogdan-Martin a ensuite souligné que le COVID-19 avait mis en lumière la connectivité, l'accès universel et la résilience des infrastructures TIC, ajoutant ce que signifiait être connecté était devenu évident. Elle a indiqué que tout le monde a déménagé en ligne du jour au lendemain; notre travail, les écoles, les courses, mais s'est interrogée pour les 3,9 milliards non connectés? Elle a souligné que la connectivité figurait désormais en tête de l'ordre du jour mondial, comme il en était clairement ressorti lors de l'Assemblée générale des Nations Unies - La connectivité figure en bonne place dans la 75ème Déclaration générale des Nations Unies, où il est déclaré: «La technologie numérique a le potentiel d'accélérer la réalisation de l'agenda 2030, et nous devons garantir un accès numérique sûr et abordable pour tous ». Mme Bogdan-Martin a déclaré que ce message était très clair à tous les niveaux au cours des délibérations de l'assemblée des Nations Unies, que l'UIT co-organisait.

Elle a noté qu'il ne faisait plus aucun doute que les TIC étaient à la base de chaque activité et service économique en tant que mécanisme livrable vital pour une gamme de services sociaux essentiels ainsi qu'une protection environnementale idoine. Mme Bogdan-Martin a déclaré que dans le monde d'aujourd'hui, les réseaux TIC robustes et résilients, y compris le haut débit, doivent être considérés comme des infrastructures de base, comme fondamentales pour la santé sociale et économique des nations et des populations, en tant que facilités publiques tels que l'eau, les routes ou l'électricité. Elle a en outre informé les participants que le haut débit était un catalyseur qui pouvait accélérer les progrès vers les ODD, tels que de nouveaux appareils et terminaux, les capteurs de l'Internet des objets (IoT) à faible coût, de nouvelles plates-formes de

livraison comme les satellites à faible coût et de nouvelles applications comme les méta-Données et l'intelligence artificielle(IA), qui changent la donne.

Allocution du ministre des Transports et des Communications, l'Honorable Mototwe Kafwaya, représenté par son secrétaire permanent, L'ingénieur Misheck Lungu

L'ingénieur Misheck Lungu a exprimé sa gratitude à l'UIT pour avoir donné à la Zambie l'occasion d'accueillir virtuellement le RDF-AFR 2020 et a félicité le Secrétariat responsable de l'organisation de la réunion. Le ministre tient à souligner l'engagement du gouvernement zambien envers la croissance des TIC et a expliqué que la pandémie de COVID-19 avait mis tout le monde au défi de revoir ce qui était qualifié de normal. Il a cependant noté que la technologie avait joué un rôle central dans la transition du pays vers la nouvelle normalité, tout en rappelant l'importance de l'accès à la connectivité pour les écoliers. Mr Lungu a souligné que le gouvernement zambien restait déterminé à soutenir l'innovation et prône l'adoption d'une Zambie SMART et d'une Afrique SMART. Il a invité tous les acteurs du secteur à être vigilants pour amener la transformation numérique dans la région africaine, et a souligné l'importance des solutions locales pour garantir le succès des interventions dans les différents États membres.

Mr Lungu a déclaré qu'il y a environ un an, 280 millions de kwacha zambiens ont été dépensés pour la construction de tours de télécommunication en Zambie et que cette réalisation de valeur reste une bénédiction à ce jour. Il a imploré les États membres d'apprécier la valeur des prestataires de services aujourd'hui, car ils permettent aux sociétés d'être connectées. Mr Lungu a déclaré que depuis l'introduction de la 4G sur le marché zambien, la connectivité s'était considérablement améliorée. Il a en outre demandé le soutien de l'UIT pour changer les façons d'adopter les technologies et briser les barrières à l'entrée, afin de permettre la numérisation à tous les niveaux de la société et de faciliter davantage le déploiement de services en ligne comme celui de la taxe routière en ligne.

Élection du Bureau du RDF 2020 - AFR et présentation du président élu du RDF

Peu de temps après l'ouverture officielle, le maître de cérémonie, M. Zulu, a invité M. Rugege à informer la réunion du président nouvellement élu du RDF-AFR 2020. M. Rugege a informé les délégués que le nouveau président élu du Forum était l'Autorité zambienne des technologies de l'information et des communications (ZICTA) par l'intermédiaire de l'Ingénieur Patrick Mutimushi - le directeur général, tandis que l'Ouganda a été élu vice-président.

Le maître de cérémonie, M. Zulu et les délégués ont félicité le président du RDF-AFR 2020 et il a été invité à prendre la parole pour faire son propos liminaire.

Allocution du président du RDF – L'ingénieur Patrick Mutimushi

Mr Mutimushi a exprimé sa gratitude pour l'opportunité faite à la Zambie d'accueillir une réunion d'une telle ampleur au vu de la composition des États Membres de l'UIT et que c'était un privilège rare que la Zambie et la ZICTA en particulier ne pouvait se permettre de prendre à la légère, montrant une indication claire de la confiance que l'Union avait envers la Zambie à travers la ZICTA. Il a réaffirmé l'attachement de la Zambie aux initiatives et aux résolutions de la Conférence Mondiale de Développement des Télécommunications 2017 (CMDT-17) tenue à Buenos Aires, en Argentine.

Mr Mutimushi a déclaré que les 5 domaines d'intervention du RDF-AFR – i) construction d'économies numériques et promotion de l'innovation, ii) promotion des technologies émergentes du large bande, iii) renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC, iv) renforcement des capacités humaines et institutionnelles ainsi que v) gestion et

contrôle du spectre des fréquences radio la transition vers la radiodiffusion numérique étaient essentiels pour atteindre les ODD et aussi pour contribuer au développement social et économique des États membres et de l'Afrique dans son ensemble. Il a encouragé les États Membres à s'engager pleinement et à partager les meilleures pratiques sur les initiatives qui ont fonctionné, ajoutant qu'une collaboration étroite renforcée et une exploitation des opportunités étaient essentielles si l'Afrique voulait changer son discours sur les TIC. Il a terminé en citant M. Barak Obama: «Le changement ne viendra pas si nous attendons les autres ou une autre fois, il est temps pour l'Afrique de conduire ce changement ».

Mise en Profil: La plate-forme RDF pour la collaboration sur la mise en œuvre de projets liés aux TIC et aux ODD en Afrique par M. Andrew Rugege.

M. Rugege a préparé le terrain pour la réunion en présentant un aperçu du RDF en tant que plateforme de collaboration en Afrique. Plus précisément, il a souligné regrouper ce qui suit: Objectifs du Plan d'action de Buenos Aires (BAAP), initiatives régionales, initiatives régionales Statistiques de mise en œuvre, synergies et impact plus important, activités et projets basés sur les initiatives régionales ainsi que sur l'activité de co-création et le RDF, vers un nouveau voyage. Au cours de sa présentation, M. Rugege a discuté des points ci - après:

- **Objectifs du BAAP**

Coordination, Infrastructure de télécommunications / TIC moderne et sécurisée, Environnement propice, Société numérique inclusive, Initiatives régionales décrites .Il y a 1 ou plusieurs projets dans chaque initiative régionale ; Il y a 4 projets entièrement mis en œuvre depuis 2018 ; Le RDF doit être une plateforme d'engagement pour les membres et parties prenantes plutôt que des mécanismes de compte -rendu. Travailler en groupes thématiques plutôt qu'en silos. Le BDT a établi 10 priorités thématiques ; tous les travaux du BDT sont mis en correspondance avec ces priorités thématiques et répartis dans toutes les régions du monde ; L'accent est davantage mis sur les projets ayant un impact. Le travail pour la CMDT est coordonné à travers des réunions préparatoires pour partager les expériences.

Par la suite: découvrir les activités des partenaires et des parties prenantes de la région et se mettre d'accord sur une feuille de route pour la transformation numérique et l'Afrique que nous voulons.

- **Statistiques pour l'implémentation**

4 projets mis en œuvre à la fin de 2019 ; 16 en cours ,2 lancés en 2020 ; 4 prévus planifiés sur les Activités financées par le plan opérationnel contribuant aux initiatives régionales ; Projets de chaque initiative régionale : 5 des projets en cours visent à construire une économie numérique, 6 des projets en en cybersécurité, 2 des projets en cours concernent le développement des capacités, 3 des projets en cours concernent la gestion du spectre.

M. Rugege a invité les États membres à utiliser le RDF comme une plate-forme d'engagement pour les membres et les parties prenantes plutôt que comme un simple mécanisme de compte -rendu. Il a également appelé à la nécessité de construire des projets plus grands et plus percutants. M. Rugege a expliqué que dans le cadre des réponses de l'UIT, 10 priorités thématiques avec un groupe d'administrateurs au Siège et hors Siège avaient été établies.

Table ronde virtuelle numéro un: Collaboration pour les résultats et les actions régionales axées sur l'impact de la CMDT-17 et vers la CMDT-21

Cette session était animée par M. Stephen Bereaux, Directeur adjoint du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT. M. Bereaux a présenté les huit membres du panel et a également mis en exergue l'approche «Fit-for-Purpose» du Bureau de développement des télécommunications (BDT), les priorités thématiques et les théories du changement. Il appelle ensuite chacun à faire ses interventions comme suit;

Nicholas Williams, directeur, Département des opérations TIC, développement de l'industrie et du commerce, Banque africaine de développement, a expliqué le rôle de la BAD et d'autres parties prenantes en conseillant les pays pour combler le déficit de ressources grâce à la mobilisation des ressources, en créant un environnement propice aux investissements, un environnement réglementaire stable, en optimisant les ressources disponibles, et par l'élaboration d'une stratégie idoine de financement. À l'avenir, il a souligné l'importance de créer un environnement pour le financement du secteur privé et a conseillé aux pays membres d'améliorer la préparation des projets, y inclus de remédier au manque de qualité lors de la soumission des projets en général.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources, il a déclaré que la BAD recherche des opportunités d'investir dans des climats d'affaires qui soutiennent l'investissement et dans un environnement réglementaire stable, important pour l'optimisation du financement. M. Williams a déclaré que la BAD était davantage axée sur le financement du secteur privé et qu'il était fondamental d'améliorer la préparation des projets. Il a dit que cela a été observé comme un écart existant dans tous les secteurs, bien que dans les TIC, il semble être en baisse, tout étant clairement exposé. En outre, il a souligné que la BAD a mis l'accent sur la nécessité pour les gouvernements des pays de rechercher des financements dans l'infrastructure des TIC par l'intermédiaire de leurs ministères des finances.

Paul Landers, responsable des partenariats stratégiques, « Connect To Learn/ Connecter pour Apprendre », Ericsson

M. Landers a partagé l'implication d'Ericsson dans l'initiative Giga pour connecter les écoles et les communautés. Il a expliqué qu'Ericsson fournissait une expertise dans la science des données et l'intelligence artificielle et travaillait avec l'UIT pour étudier d'éventuels modèles de financement généraux. Sur l'aspect Partenariats et financement pour la transformation numérique en Afrique, il a expliqué qu'Ericsson se concentrait sur l'éducation comme l'un de ses domaines clés, et a en outre indiqué que la numérisation des systèmes éducatifs était plus que jamais nécessaire depuis le lendemain de la pandémie COVID-19. M. Landers a également souligné l'importance de connaître l'ampleur du problème pour pouvoir cartographier la connectivité existante dans les écoles. Par exemple, les pays devaient répondre à des questions fondamentales telles que «Existe-t-il une couverture et quelle est sa fiabilité? S'il n'y a pas de connectivité, quelle est l'ampleur de l'écart à combler? Quels sont les mécanismes de financement qui peuvent être mis à profit? »

Alfie Hamid, directeur régional des affaires d'entreprises pour l'Afrique, CISCO a parlé de l'initiative des centres de transformation numérique (CTN) que CISCO a cofondée avec l'UIT pour aider les gouvernements à former les citoyens aux compétences de base et intermédiaires afin de garantir des sociétés numériques inclusives. Il a déclaré que CISCO travaillait également avec les gouvernements pour réviser les programmes afin d'inclure des cours à jour sur les TIC dans les écoles. M. Hamid a noté que CISCO s'était concentré sur le développement des compétences, ajoutant qu'en 2020, ils avaient mis en œuvre la phase 1 dans des pays comme la Zambie, l'Afrique

du Sud, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Il a ajouté qu'une grande partie du débat portait sur la manière de garantir que les Africains disposent des compétences numériques nécessaires qui leur permettront d'embrasser la 4ème révolution industrielle. M. Hamid a déclaré que les activités de CISCO étaient alignées sur un certain nombre d'objectifs stratégiques de l'UIT et que l'initiative avait été lancée au Ghana où les formateurs étaient formés pour en former d'autres. Cela a également été fait en Zambie. Il a déclaré que CISCO avait également organisé une conférence à travers l'Afrique en juillet 2020 pour que les enseignants et les éducateurs utilisent des ressources en ligne pour l'enseignement, avec une recommandation selon laquelle les programmes scolaires de la plupart des écoles de nombreux pays africains devaient être révisés pour permettre aux enfants d'apprendre ce qui est pertinent aujourd'hui.

Helge Brochmann, NORAD, Norvège, est également intervenu sur l'initiative des centres de transformation numérique(CTN) spécifiquement au Ghana, un projet pilote pendant 3 ans pour soutenir la mise en œuvre d'activités de formation de base pour combler la fracture numérique. M. Brochmann a fait remarquer que NORAD avait un programme appelé numérisation pour le développement et concluait un accord avec l'UIT sur l'initiative CTN. Il a expliqué que l'UIT était un nouveau partenaire de coopération avec lequel la collaboration répond à un certain nombre de préoccupations thématiques de NORAD. NORAD se concentre particulièrement sur le Ghana où des activités existent déjà, mais vise à soutenir également des programmes sur le renforcement des compétences numériques et la coopération avec l'OIT et la GIZ.

Cynthia Samuel-Olonjuwon, sous-directrice générale de l'OIT et directrice régionale pour l'Afrique, a partagé le programme conjoint UIT-OIT-UA sur la promotion d'emplois décent et l'amélioration des compétences des jeunes dans l'économie numérique africaine et son impact prévu pour réduire la fracture numérique qui a eu des implications là où seulement 40 % des jeunes Africains utilisaient Internet. L'OIT, dans son initiative avec l'UIT, a reconnu la jeunesse comme ayant un énorme potentiel pour stimuler l'économie en Afrique. Selon l'OIT, les questions les plus préoccupantes concernaient les emplois disponibles pour les jeunes. L'OIT, l'UIT et l'UA ont collaboré pour promouvoir le développement des compétences des jeunes dans le domaine des TIC, la promotion de partenariats et combler le fossé existant. Le programme est mis en œuvre pour atteindre les objectifs suivants: a) accélérer la transformation numérique grâce au travail décent; et les institutions d'appui pour stimuler la demande, l'offre et l'intermédiation. b) Tirer parti des plates-formes et des systèmes existants pour répondre à l'offre, à la demande et à l'intermédiation.

Lacina Koné, Directeur général de Smart Africa, a ensuite parlé des plans de Smart Africa qui ont été élaborés en partenariat avec les États membres africains.

Le modérateur a répondu à 2 questions et clos la session en remerciant tous les panélistes pour leurs interventions perspicaces.

Table ronde virtuelle numéro deux: Mise en œuvre, collaboration et financement avec un accent sur les réseaux et l'infrastructure numérique, la cybersécurité, les télécommunications d'urgence, l'environnement, la politique et la réglementation numériques

Au cours de cette session, il a été indiqué que les commissions d'études de l'UIT travaillaient dans divers groupes thématiques de l'UIT, et ces groupes étaient une plate-forme offerte aux États membres où ils peuvent participer et partager leurs expériences et contribuer aux domaines stratégiques de l'UIT. Les groupes permettent l'échange d'informations des États membres ainsi que des membres de secteur du public et du privé, notant que dans le cycle d'études actuel, la coopération s'est améliorée.

Dawit Bekele, Vice-Président Régional pour l'Afrique, Internet Society (ISOC)

M. Bekele a commencé par déclarer qu'Internet avait rendu possible la continuité des activités depuis le COVID -19 et qu'au cours des 20 dernières années de progression, 40% de l'Afrique est désormais connectée à Internet. Il a cependant noté que des lacunes de connectivité persistaient, en particulier dans les zones rurales, d'où la nécessité de solutions complémentaires dans les communautés. M. Bekele a ajouté que dans de telles situations, les réseaux communautaires sont alors utiles car ils connectent les communautés à des prix abordables. Il a ajouté que les réseaux communautaires aident à connecter les écoles, les hôpitaux et les villages - pour connecter les non connectés. M. Bekele a expliqué que les réseaux communautaires étaient relativement peu coûteux à déployer et que la motivation n'était pas pour le profit mais plutôt pour servir les non-connectés. Il a toutefois indiqué que, malheureusement, des barrières existaient également en ce qui concerne les compétences numériques des communautés ainsi que dans le financement.

Ruth Berry, directrice par intérim des affaires bilatérales, des communications internationales et de la politique d'information, Département d'État des États-Unis et Thomas Koutsky, USAID, États-Unis d'Amérique

Mme Berry et M. Koutsky ont parlé du soutien de l'USAID pour le déploiement de réseaux numériques et ont noté que le partenariat pour la connectivité numérique et la cybersécurité était un effort gouvernemental visant à promouvoir divers domaines de la connectivité et de la cybersécurité. Ils ont mentionné que le Département d'État cherchait à étendre cette initiative à l'échelle mondiale afin que l'initiative atteigne ses objectifs. Le programme a permis au Département d'État de travailler avec d'autres parties prenantes qui pourraient financer des initiatives numériques dans le cadre de ce programme - développement des TIC et renforcement des capacités. M. Koutsky a noté que le projet ProICT a fourni un soutien technique en ce qui concerne les questions de politique des TIC, les politiques d'infrastructure, les cadres et les réglementations du commerce électronique.

Maria Ribeiro - Coordinatrice Résidente NU, Zimbabwe

Mme Maria Ribeiro, Coordinatrice résidente des Nations Unies pour le Zimbabwe a commencé sa contribution en indiquant à la réunion que le système des Nations Unies au Zimbabwe avait envisagé la transformation numérique comme un concept qui mettait essentiellement l'accent sur le fait de ne laisser personne de côté. Mme Ribeiro a déclaré que des efforts avaient été faits pour étendre les outils numériques afin d'améliorer l'accès numérique. Elle a noté que l'initiative de connectivité des écoles GIGA avait été lancée dans le pays et qu'un projet de télémédecine avait déjà été mis en œuvre au Zimbabwe avec l'UIT. Mme Ribeiro a ajouté que l'utilisation d'outils numériques pour promouvoir l'équité et l'accessibilité était essentielle et que l'équipe de pays des Nations Unies avait essayé d'utiliser le COVID-19 comme une opportunité pour l'utilisation des outils numériques. Elle a en outre souligné que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Zimbabwe avait commencé à utiliser son laboratoire d'accélération pour comprendre ce qui se passait dans les chaînes alimentaires dans le pays, alors que dans les domaines de l'éducation - l'UNESCO et l'UNICEF avaient collaboré étroitement avec Ministère de l'éducation sur une plateforme de ressources pour les enseignants. Mme Ribeiro a terminé sa contribution en appelant à une société numérique holistique et en appelant tous les acteurs tels que les Organisations de la Société Civile (OSC), le gouvernement, le secteur privé et les partenaires à la coopération à se rassembler pour cette cause.

RDF-AFR JOUR 2 – 7 Octobre 2020

Le président, M. Mutimushi a remercié tous les délégués d'avoir de nouveau participé à la réunion et a immédiatement présenté la prochaine session qui devait être présidée par Mme Elizabeth Migwalla, directrice principale et chef des affaires gouvernementales, Moyen-Orient et Afrique, de Qualcomm.

TROISIÈME TABLE RONDE VIRTUELLE: Mise en œuvre, collaboration et financement ; Projets, initiatives et partenariats contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable, des lignes d'action du SMSI et des priorités régionales.

La modératrice et impulsatrice Mme Elizabeth Migwalla a introduit la session en donnant un aperçu général des projets, initiatives et partenariats qui contribuent à la réalisation des ODD. Elle a ensuite demandé aux contributeurs de la session de jauger leur poids sur le sujet.

Bakary Doumbia - Coordonnateur Résident par intérim, NU, Sénégal

M. Doumbia a commencé ses remarques en déclarant ce que le ministère sénégalais chargé des finances avait reçu au début de cette année 2020, comme soutien de l'ONU, et que le financement était venu suite au fait que le monde avait été frappé par la pandémie de coronavirus. Il a déclaré que l'allocation avait été faite aux pays qui ne disposaient pas de financement humanitaire, avec une somme de 1 million de dollars américains (USD) au sein de l'équipe de pays des Nations Unies priorisée pour le financement du projet afin d'assurer une bonne éducation aux enfants qui n'avaient pas un accès approprié aux nouvelles technologies afin de poursuivre leurs études. Quatre agences ont été identifiées parmi les membres de l'équipe de pays des Nations Unies comme suit: l'UNESCO, l'UNICEF, la CEA et l'UIT.

Jean-Paul Adam - Directeur de la Division de la technologie, du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles, Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

M. Adam a commencé ses remarques en expliquant comment la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) exploitait les données et les outils technologiques pour soutenir l'inclusion en Afrique, dans le contexte de l'agenda 2030 et de l'agenda 2063, mais aussi pour mieux reconstruire après la pandémie de COVID-19. Il a noté que la pandémie était un grand perturbateur, ayant changé la façon dont nous devons mieux travailler. Il a ajouté que la science, la technologie et l'innovation étaient les principaux moteurs de la croissance, agissant en augmentant la productivité, en réduisant les coûts et en augmentant l'efficacité. M. Adam a en outre déclaré que la science, la technologie et l'innovation étaient également essentielles pour relever les défis économiques et sociétaux, et que l'objectif était de parvenir à une reprise ainsi que de tirer parti des transformations numériques pour réaliser l'Agenda 2030. Il a informé la réunion que, indépendamment de la reconnaissance croissante de l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) dans la croissance économique, il y a des défis: 1) Répartition limitée des avantages de l'innovation technologique, en particulier en Afrique. 2) La nécessité de reconnaître que les pays africains n'ont pas fait les investissements nécessaires pour transformer leurs économies autour de la technologie numérique appropriée. 3) Les décideurs politiques qui agissent indépendamment des partenaires clés et des liens du secteur privé et du monde universitaire. M. Adam a ajouté que ces 10 dernières années, le continent a enregistré la plus forte croissance mondiale de l'accès à Internet avec une augmentation de 23,1%. Remarquant une ascension spectaculaire de 2,1 connectés en 2005 à 27% en 2019, l'Afrique reste néanmoins la région du monde la moins connectée.

Il a souligné que des succès avaient été obtenus dans le secteur mobile, la pénétration et l'innovation, et que l'accélération des économies numériques ne s'était pas encore traduite par

l'utilisation d'Internet. M. Adam a expliqué que l'économie numérique était en grande partie tirée par la révolution mobile de la dernière décennie, avec un potentiel de croissance supplémentaire grâce à la connectivité mobile et aux investissements dans l'Internet et le haut débit. Il a indiqué qu'en 2019, plus de 76% de la population avait un abonnement de téléphonie mobile. M. Adam a également parlé de l'utilisation des technologies dans plusieurs secteurs et du fait que les technologies émergentes avaient des applications importantes dans les soins de santé, l'agriculture, la gestion et la qualité de l'énergie et de l'eau, ainsi que le suivi des indicateurs de développement pour évaluer les progrès vers les ODD. Il a terminé en notant en outre qu'un accès accru à l'électricité aurait de grandes implications socio-économiques et transformatrices pour le continent, sachant que 43% de la population, plus de 500 millions de personnes et 50% des écoles n'ont pas accès à l'électricité.

Mr le Ministre Ibrahima Guimba – Saidou, Niger

Le ministre Guimba - Saidou a commencé par souligner que le partenariat et la collaboration étaient des domaines prioritaires sur lesquels le gouvernement du Niger avait décidé de se concentrer. Le Ministre a souligné les mesures que le pays avait prises pour se rendre compte que sa ressource la plus importante était le capital humain. Il a déclaré que le Niger était un pays jeune et un pays extrêmement vaste avec une très faible densité de population.

Il a informé la réunion que le pays avait lancé le plan Niger 2.0 visant à mettre en place l'énergie et les ressources du pays dans la prestation de services à la population en mettant l'accent sur les objectifs de développement et l'éducation. Le ministre a ajouté que le Niger bénéficiait d'un soutien financier de la Banque mondiale et de l'initiative GIGA de l'UIT et UNICEF pour la connectivité scolaire.

Thomas Lamanuskas – UIT-D

M. Lamanuskas a partagé des informations sur l'initiative UIT « Connect2Recover » qui a été lancée avec l'aide du Japon et de l'Arabie saoudite. Il a déclaré que Connect2Recover visait à renforcer et à répondre aux conséquences de la pandémie de COVID-19.

Au cours de cette session, des suggestions ont été faites comme suit; Il était nécessaire de développer une méthodologie pour effectuer des évaluations de pays afin de permettre aux pays d'évaluer la manière dont l'infrastructure a été utilisée pour gérer le COVID-19. Il est également nécessaire de relever les défis induits par le COVID-19 avec des points d'intervention spécifiques. Il est nécessaire de mettre en œuvre des projets pour tester des solutions technologiques et organisationnelles spécifiques, tout en examinant les domaines idoines.

Christine Sund – UIT-D

Mme Sund a profité de l'occasion pour parler de la nouvelle initiative appelée POWER et a annoncé la collaboration avec le « US State Economic Bureau ». Ce nouveau partenariat se concentre sur la mise en œuvre de projets et d'activités mondiaux et régionaux en matière de sensibilisation, de développement des compétences et d'autonomisation économique. Elle a mentionné que s'attaquer à la fracture numérique entre les sexes dans de nombreuses directions différentes maximisait l'efficacité dans la création de nouvelles opportunités pour les femmes à toutes les étapes du savoir-faire numérique, aux niveaux local et régional, lesquelles sont pertinentes pour cet événement et pour les participants à ce RDF-AFR, tant le partenariat égaliserait le pouvoir et les efforts sur un certain nombre d'activités différentes.

Mme Sund a informé la réunion que l'UIT avait planifié des événements conjoints de sensibilisation organisationnelle tels que l'autonomisation économique des femmes, une série de

webinaires sur la technologie, des sujets politiques pour les femmes émergentes, les leaders des TIC, les régulateurs et les entrepreneurs et un programme de formation des formateurs. Elle a ajouté que pour créer un engagement significatif entre les femmes dirigeantes, la technologie et l'entrepreneuriat et pour soutenir l'entrepreneuriat féminin et les innovations technologiques, l'UIT a organisé un certain nombre de tables rondes du secteur privé. Celles-ci visent également à explorer des moyens et des ressources de développement des affaires qui pourraient compléter d'autres programmes en cours du secteur public.

Garam Bel – UIT-D

M. Bel a commencé par déclarer qu'il existait un ensemble de sous-objectifs relatifs aux déchets électroniques; également appelés déchets électriques et électroniques. L'UIT espère réduire ces déchets d'ici 2023. Rien que dans la région Afrique, on a estimé que 2,9 millions de tonnes métriques de déchets électroniques ont été générées en 2019. Dans la région, il a déclaré qu'il n'y avait que 13 pays disposant d'une politique, réglementation et législation nationale subséquente en place. M. Bel a en outre révélé que l'UIT / BDT avait mis en place un programme visant à promouvoir une culture pour honorer et gratifier la performance sur le traitement des déchets électroniques et à renforcer des politiques de gestion des déchets électroniques respectueuses de l'environnement et harmonisées au niveau national et à l'échelle mondiale.

Il a expliqué que le programme avait trois objectifs: Fournir une assistance technique pour l'adoption d'une méthodologie harmonisée, quantifier la quantité de déchets électroniques produits et également fournir une assistance technique pour le développement des politiques et régulation de la gestion des déchets électroniques. M. Bel a également ajouté que le programme se concentrait également sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales de gestion des déchets électroniques et sur le renforcement de l'engagement des acteurs de l'industrie dans les activités liées à la gestion des déchets électroniques. En terminant ses remarques, il a souligné que le programme couvrait tous les types de déchets électroniques ce en mettant l'accent sur le rejet massif d'équipements de TIC.

Jeunesse Connectée en Afrique

Modératrice: Caecilia Nyamutswa, Directrice Juridique, Postal and Telecommunications Regulatory Authority of Zimbabwe (POTRAZ), et Rapporteur de la Question 5/1 (CE1)

Mme Nyamutswa a souhaité la bienvenue aux participants au segment Jeunesse connectée en Afrique du RDF. À propos de la stratégie de l'UIT pour la jeunesse, elle a indiqué que les TIC amélioreront l'éducation, réduiront le chômage des jeunes et favoriseront le développement social et économique. Deuxièmement, elle a appelé à la nécessité de doter les jeunes de diverses compétences numériques et de garantir un accès abordable à la connectivité. Elle a noté que 1,8 milliard de jeunes âgés de 10 à 24 ans à travers le monde, dont 90% vivent dans des pays en développement, précisant qu'il ne pourrait jamais y avoir de meilleure opportunité de discuter de la stratégie de l'UIT pour la jeunesse que le forum de développement de l'Afrique.

Elle a souligné comment la stratégie visait à réduire la fracture numérique des jeunes, à améliorer la vie des jeunes, tout en garantissant la participation des jeunes aux principales parties prenantes de l'UIT pour l'Agenda 2030. Parlant de la fracture numérique et des inconvénients du COVID-19, Mme Caecilia Nyamutswa a déclaré compatir envers les jeunes qui ont perdu l'accès à l'éducation, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales.

Anaëlle Cathelineau – Etudiante du Lycée de Ferney-Voltaire, France

Anaëlle Cathelineau, étudiante française de 17 ans était l'an dernier vice-secrétaire générale de la conférence « Future Casters » sur le thème «la technologie au service du développement». Elle avait de l'expérience dans l'organisation du Sommet de la jeunesse « Future Casters » et a expliqué comment l'UIT travaillait pour aider les jeunes. Le sommet a rassemblé 700 étudiants de 23 pays du monde entier. Mlle Cathelineau a informé la réunion que le sommet a été suivi par de nombreux étudiants qui ont apporté une expertise et une expérience uniques de la technologie, ce qui a permis l'adoption de résolutions vraiment innovantes et concrètes. Elle a ajouté que lors du sommet, l'UIT a aidé les jeunes en leur fournissant les ressources et les infrastructures, et les opinions et les idées des jeunes ont également été écoutées.

Mlle Cathelineau a noté que l'événement était le premier de l'UIT et, espérons-le, fait partie d'une longue série de sommets de la jeunesse, le prochain étant prévu en novembre 2021 dans le prolongement de la Conférence mondiale de développement des télécommunications à Addis-Abeba.

Ms Ruth Mulu – Etudiante à Addis-Abeba, Ethiopie

Mlle Mulu, étudiante âgée de 19 ans et ambassadrice d'Éthiopie qui a participé à l'initiative des jeunes en 2018, a ajouté sa voix en racontant au forum RDF comment elle a appris à connaître l'UIT grâce à l'Initiative appelée « Les filles africaines peuvent Coder». Elle avait également participé à la Journée des filles dans les TIC, y compris plusieurs autres événements majeurs comme le Sommet des Nations Unies à Genève - Suisse, le Forum de Paris 2019 et les « Future Casters », rencontrant ainsi les futurs acteurs du changement des TIC et les innovateurs technologiques qui aspiraient à un plus grand avenir. En tant qu'étudiante en médecine, Mlle Mulu a illustré l'utilisation de la technologie pénétrant toutes les frontières et facilitant l'accès à la médecine. Elle aimerait voir un accès abordable et efficace aux médicaments et aux installations médicales grâce aux TIC et à la technologie, alors même qu'elle aspire à devenir chirurgienne. Elle pense mériter d'enseigner et de partager son expérience avec d'autres filles, en gardant à l'esprit le fait qu'environ 60% des étudiants en Afrique n'avaient pas accès à Internet et aux TIC sécurisés et abordables.

Mlle Mulu a vivement encouragé les pays membres participants à mettre en place des mesures visant à rendre l'accès Internet accessible à tous dans la région et le continent.

Sylvia Poll - Chef, Division de la société numérique, BDT / UIT Stratégie jeunesse de l'UIT avec projets et approche pour l'Afrique et la CMDT-21

Mme Poll a fait une présentation sur la stratégie jeunesse et a commencé par remercier les étudiants précédents, Anaëlle Cathelineau et Ruth Mulu, encourageant les filles sur le fait que leurs contributions ont donné l'espoir aux délégués de ce que font les jeunes, tout en mentionnant ce que l'avenir réserve. Elle a invité tous les membres de l'UIT qui participaient au Forum de développement régional pour l'Afrique à participer et à s'engager de manière proactive dans la mise en œuvre de la stratégie pour la jeunesse que l'UIT avait élaborée l'année dernière.

Mme Poll a noté que l'UIT aimerait voir un monde dans lequel chaque jeune serait connecté, bénéficierait de l'économie numérique et serait pleinement habilité à accéder et à utiliser les TIC. Elle a déclaré que l'Union souhaitait également réduire la fracture numérique chez les jeunes, y compris les filles, dans les pays en développement. Mme Poll a expliqué que la stratégie fonctionnerait dans trois grands domaines: Autonomiser, s'engager et encourager la participation ; Reconstruire en mieux avec le numérique en Afrique ; Assurer le Développement

de la feuille de route et mesurer le chemin à parcourir (développement numérique, partenariats et financement).

REVUE VIRTUELLE: Prochaines étapes pour le développement numérique, les partenariats, la collaboration et le financement

Modérateur: Andrew Rugege, Directeur Régional Afrique UIT

M. Rugege a souhaité la bienvenue aux délégués à cette session et leur a rappelé les sessions préparatoires de lundi, en prenant note des généreuses contributions partagées et de la manière dont ensemble ont été co-crédés des solutions et des opportunités pour relever des défis. Il a ensuite rappelé à tous que la veille, il avait présenté l'état des activités relatives à la mise en œuvre des initiatives de l'UIT dans la région. M. Rugege a indiqué que des contributeurs au cours des tables rondes qui ont suivi, tels que le secteur privé, les banques de développement et d'autres, ont apporté leur point de vue sur les partenariats et le financement du développement numérique. Il a en outre mis en évidence deux perspectives importantes - le secteur privé et le système de l'UNRC - qui, selon lui, étaient nécessaires pour construire une feuille de route à l'avenir.

Il a ensuite posé une série de questions. «Que devraient faire les décideurs et les régulateurs pour aider le secteur privé à répondre à la demande croissante d'investissements et d'infrastructures d'un côté, tout en abordant l'accessibilité et l'abordabilité de l'autre? Constatant que le coût d'accès et les capacités haut débit restent insuffisants, en particulier dans les communautés rurales qui ont la population la plus élevée, comment pouvons-nous étendre une connectivité significative aux 50% restants non connectés en Afrique? M. Rugege a demandé aux invités de présenter leurs points de vue et leurs contributions pour la session en commençant par l'une des deux vice-présidents de l'IAGDI-CRO, Mme Oyeronke Oyetunde

Oyeronke Oyetunde - Directeur général, Affaires réglementaires, MTN et Vice-président, Groupe consultatif industriel de l'UIT pour les questions de développement et responsables de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO).

Mme Oyetunde a exprimé son honneur face à l'engagement unique sans relâche du secteur privé à soutenir et à s'associer à l'UIT et aux États membres pour garantir le succès du développement numérique et des initiatives régionales, visant la réalisation des ODD sur le continent africain. Elle a poursuivi en abordant la fourniture d'une connectivité large bande significative, sûre, abordable et durable pour tous en Afrique, un objectif qui restait une priorité essentielle pour les membres de l'IAGDI-CRO.

Mme Oyetunde a en outre souligné comment la pandémie de COVID-19 avait entraîné un besoin d'urgence pour réaliser les dividendes du déploiement de services d'accès numérique universels sur le continent. Elle a fait pression pour qu'il soit nécessaire d'assurer le juste équilibre entre la participation du secteur privé et du secteur public pour garantir et permettre des politiques et des réglementations agiles qui favorisent des marchés concurrentiels sains. Tout en soulignant la nécessité d'adopter la neutralité des technologies et des services comme principes clés pour réformer les cadres réglementaires, Mme Oyetunde a appelé à la nécessité de promouvoir la résilience continue des réseaux et d'encourager les investissements dans les infrastructures dans les zones économiques non desservies et mal desservies de l'Afrique. Elle a évoqué ci-après les principales questions qui nécessitaient l'attention urgente des gouvernements, des décideurs et des régulateurs:

1. La disponibilité continue d'un spectre suffisant - sur une base plus flexible.

2. Examiner et réutiliser les fonds du service universel - pour combler les lacunes de connectivité à large bande.
3. L'examen des redevances et de la fiscalité de l'industrie - compte tenu des contraintes de coûts liées à l'impact économique de la pandémie - et du ralentissement économique imminent.
4. La promotion du partage des infrastructures - en particulier sur une base volontaire.
5. L'harmonisation et la normalisation de la réglementation - pour promouvoir des flux transfrontaliers sûrs et sûrs, relever les défis et promouvoir la croissance économique en Afrique.
6. Relever le défi du rythme, c'est-à-dire l'écart entre la réglementation et les progrès technologiques dans le cadre de la création d'un environnement propice pour promouvoir la connectivité.
7. Explorer de nouveaux financements, mécanismes de financement et modèles commerciaux pour assurer une collaboration entre le secteur public privé et les efforts intersectoriels.

Elle a invité les membres à évaluer la manière dont la résolution de ces problèmes aiderait à connecter les 50% restants de ceux qui ne sont pas connectés sur le continent et a saisi l'occasion d'inviter tous les participants de l'industrie et du secteur privé qui ne sont pas encore membres du Secteur de l'UIT-D à y adhérer.

Ana Graca - Coordinatrice Résidente, UN ,Cap-Vert

Mme Graca a indiqué que le Cap-Vert était l'un des pays à la croissance la plus rapide dans l'espace numérique et que les aspirations du gouvernement comprenaient l'innovation, la connectivité large bande, la sécurité des réseaux numériques et autres. Elle a expliqué le point de vue du Cap-Vert sur la nature transversale du numérique ou des TIC dans le travail de l'ONU, et comment l'UIT peut soutenir et collaborer avec l'équipe de pays des Nations Unies pour soutenir la vision du gouvernement. Avant de donner des perspectives aux questions, Mme Graca a commencé par exprimer sa reconnaissance de l'opportunité de participer au forum RDF pour apporter la perspective du Cap-Vert. Elle a exhorté les participants qui travaillent en complémentarité avec toutes les entités des Nations Unies, le gouvernement, le secteur privé, à tirer parti de leurs mandats afin de ne laisser personne de côté. Elle a ensuite déclaré que le rôle des entités des Nations Unies telles que l'UIT était fondamental pour aider à réaliser les aspirations du pays, un appel qui, selon elle, était au cœur du système de développement des Nations Unies. Mme Graca a noté que l'ONU était mieux placée pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 en étant plus intégrée, plus réactive et plus responsable envers ses États membres avec des conseils politiques de premier ordre et de qualité pour être en mesure d'atteindre les plus éloignés. Elle a déclaré que le rôle des institutions spécialisées comme l'UIT, indépendamment du fait qu'elles soient résidentes ou non, est vraiment essentiel pour répondre aux attentes.

Mme Graca a estimé que le COVID-19 avait mis au premier plan les défis et l'opportunité d'avoir des outils numériques, devenant la bouée de sauvetage pour des millions de personnes, comme l'a souligné le Secrétaire général des NU dans sa feuille de route pour la coopération numérique. Elle a ajouté que les gouvernements avaient identifié, dans la stratégie de développement durable à long terme, l'ambition 2030 et tous les plans sectoriels, la transformation numérique des entreprises, de l'administration publique et de la gouvernance, comme l'un des cinq accélérateurs des ODD et l'un des trois principaux moteurs, pour le développement durable du pays. Mme Graca a déclaré à l'assistance que le gouvernement avait proposé de transformer le Cap-Vert en une cyber-île ainsi qu'un centre de développement d'une économie numérique visant à positionner le pays en tant que fournisseur de services, référençant la région en termes

d'innovation et de connaissances, ancrée sur la force de son capital humain. Elle a conclu en déclarant que la stratégie numérique du Cap-Vert avait été construite comme un élément clé de la vision du pays sur la transformation numérique, et qu'elle utilisait des partenariats des agences des Nations Unies telles que l'Initiative GIGA pour connecter les écoles, le gouvernement, y compris d'autres parties prenantes.

Catherine Sozi, Coordinatrice Résidente UN, Ethiopie

Mme Sozi a rappelé aux délégués que la révolution numérique avait entraîné un changement technologique rapide, transformant le mode de fonctionnement des sociétés, ajoutant que les TIC servaient d'accélérateurs pour chacun des ODD. Elle a déclaré que l'Éthiopie, comme exprimé dans le plan de perspective de 10 ans, cherchait à aborder et à mobiliser l'utilisation des technologies émergentes et avait déjà commencé à aborder des questions telles que l'intelligence artificielle, y compris l'humanoïde et l'IoT (Internet des objets) dans son programme de numérisation.

Mme Sozi a noté que l'équipe de pays des Nations Unies cherchait à aider le gouvernement à mettre en œuvre des plates-formes d'administration en ligne qui aborderaient l'inclusion financière numérique, connecteraient les écoles, réaliseraient la parité numérique entre les sexes et l'autonomisation en veillant à ce que les filles et les garçons aient des chances égales de se préparer à l'emploi du futur. Elle a déclaré qu'il était essentiel que tous les États membres disposent d'un cadre pour la coopération numérique. La Coordinatrice résidente a expliqué que le cadre de développement durable des Nations Unies et le plan de relance socio-économique, après le COVID-19, faisaient partie des initiatives utilisées pour s'assurer que chaque agence mettait ses atouts essentiels sur la table.

Elle a mentionné à quel point elle était heureuse que l'UIT ait mis au point un certain nombre de produits et de services proposés aux coordonnateurs qui aideraient à identifier les domaines dans lesquels les synergies et la collaboration devaient être exploitées dans l'espace du développement et de l'action humanitaire des TIC. Mme Sozi a expliqué que grâce aux diapositives des présentations, le Secrétariat avait déjà esquissé un aperçu détaillé du contenu de la feuille de route, qui avait commencé par rappeler aux délégués le thème - la transformation numérique pour accélérer la réalisation du développement numérique, du partenariat et du financement des ODD.

Après sa présentation, le Président du RDF a demandé au Secrétariat de présenter les recommandations et la feuille de route pour examen par l'assemblée.

Mot de clôture du Forum RDF-AFR 2020

L'ingénieur Misheck Lungu – Secrétaire Permanent, Ministère des Transports et des Communications de la Zambie

En clôturant le Forum RDF-AFR 2020, L'ingénieur Misheck Lungu a réaffirmé que Mme Doreen Bogdan-Martin avait insisté sur le fait que la jeunesse africaine devait être connectée. Mr Lungu a affirmé que les domaines thématiques du RDF-AFR étaient cruciaux dans la construction de l'économie numérique, la promotion des technologies à large bande, l'instauration de la confiance et de la sécurité, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Il a également déclaré que la collaboration stratégique, l'innovation et le partenariat contribueraient à transformer et à numériser l'Afrique. Le Secrétaire permanent est convaincu que le forum RDF-AFR avait présenté un terrain fertile pour le partage des connaissances sur les questions liées aux

TIC, les meilleures pratiques internationales, pour les différents acteurs de l'industrie. Mr Lungu a décrit le RDF-AMR comme une plate-forme visant à faire progresser le développement du continent en promouvant la recherche dans tous les domaines des TIC et des domaines connexes, en particulier la science et la technologie comme une vision de l'Union africaine. Il a imploré les délégués et les États membres qui ont participé à ce qu'il a décrit comme des délibérations productives de rester attachés aux idées de l'Union africaine et de l'UIT s'ils devaient transformer leurs économies en utilisant les TIC. Le Secrétaire permanent a conclu son discours de clôture en remerciant le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique, la ZICTA et le personnel du Ministère pour avoir fait de la réunion un franc succès.